

Faut-il avoir confiance en Gabriel RUFYIRI ?

OUI, nous osons mettre en doute la crédibilité de celui que beaucoup considèrent comme le « **leader** » de la lutte contre la corruption au Burundi, Monsieur Gabriel RUFYIRI, Président de l'OLUCOME.

Notre approche est audacieuse, nous l'admettons, et nous savons que nous allons soulever une levée de boucliers. Néanmoins, nous faisons confiance en votre intelligence et votre sens de discernement.

Voici certains faits que nous soumettons à votre jugement et auxquels nous allons tenter d'apporter des réponses concrètes et sans équivoque, au cours de nos publications ultérieures :

1. On ne peut s'empêcher d'avoir des « **interrogations** » à la lecture de la correspondance de Maître Prosper NIYOYANKANA adressée au Procureur Général de la République en date du 04/10/2010, faisant état de menaces à l'encontre des membres de l'OLUCOME et de leurs familles. Nous qualifions cette lettre de « **comédie** » faisant partie d'une manipulation au vrai sens du mot avec des objectifs dont même son auteur supposé « Maître Prosper NIYOYANKANA » ignore les ramifications. Parmi les menaces verbales, on retient, par exemple, des allusions à l'« **hégémonie de Bururi** ». Il faut comprendre cette allusion à en finir avec le pouvoir des gens de Bururi, « **tugira tubavire hasi tubarwanye** », dans le contexte des attaques récentes contre l'ancien ministre de la défense, le Général Niyoyankana. La fuite organisée du rapport de l'IGE vers l'OLUCOME prouve à quiconque en doute encore que Gabriel RUFYIRI est à la solde de certains ténors du CNDD FDD qui l'utilisent à volonté pour servir leurs desseins. Qui est réellement visé dans le rapport que défend l'OLUCOME ? A notre avis, l'affaire est trop politique et va au-delà de ce que l'on pense. Trop de coïncidences douteuses que nous allons vous révéler dans une parution ultérieure avec tous les détails nécessaires. En un mot, derrière cette affaire se cache la stratégie de NKURUNZIZA pour en finir avec les ex-FAB. L'affaire va au-delà du Général NIYOYANKANA et Gabriel RUFYIRI n'est qu'un pion dont l'attitude est plus que révélatrice.
2. L'**Affaire MANIRUMVA Ernest** : Des témoins assassinés, des suspects en prison, une sensibilisation à toute épreuve de la société civile et de la presse tant nationale qu'internationale, mais une question subsiste : pourquoi a-t-il été assassiné ? En toute logique, la première hypothèse serait que Manirumva est mort du fait de ses activités au sein de l'OLUCOME. Il s'agissait probablement de le faire taire. Par conséquent, la première question serait : sur quel dossier travaillait Manirumva et qui lui a été fatal ? Il s'agit de connaître le ou les « mobile(s) »

potentiels du crime et partant, identifier des suspects potentiels. Est-il mort pour des dénonciations déjà faites, comme beaucoup prennent la simplicité de le faire, ou est-il mort pour des dénonciations qu'il s'apprêtait à faire ? **QUI** l'a trahi, car on suppose que de dossiers relatifs à la corruption ou aux malversations économiques ne se font pas au vu et au su de tout le monde ? Nous posons quelques questions en rapport avec l'enquête en cours :

- a. Manirumva pouvait-il travailler sur un dossier « sensible » à l'insu du Président de l'OLUCOME, (ce qui est difficile à croire) ?
- b. Dans le cas contraire, pourquoi Manirumva ne ferait-il pas confiance à Rufyiri ?
- c. Dans l'un ou l'autre de ces cas, Rufyiri était au courant du dossier qui a tué Manirumva et on ne peut que se demander pourquoi est-ce Manirumva qui a été tué et non Rufyiri ?
- d. Si Rufyiri n'est pas au courant du mobile derrière l'assassinat de Manirumva, pourquoi est-ce que ce dernier travaillait en « solo » ? Était-ce une attitude « normale » au sein de cette organisation ou Manirumva travaillait pour d'autres personnes ? Rufyiri était-il au courant des contacts de Manirumva, en marge de l'OLUCOME? **Nous restons convaincus que Rufyiri dispose de réponses pouvant mener à l'identification des vrais commanditaires de l'assassinat de Manirumva et il faudrait qu'il apporte sa contribution à ce dossier.**
- e. Rufyiri s'évertue à se présenter toujours en « cible » d'un complot dont seul lui connaît les mobiles et les auteurs potentiels. Il n'était pas plus à l'abri que Manirumva si des personnes avaient vraiment l'intention de le tuer pour porter atteinte à l'OLUCOME. Quand l'OLUCOME est identifié à un seul homme, Rufyiri lui-même, pourquoi s'attaquer à Manirumva ? Ce dernier était-il considéré comme plus « dangereux » que Rufyiri ? Pourquoi ? **Répondre à cette question pourra aussi apporter de la lumière sur le fonctionnement interne de l'OLUCOME.** Savoir qui est qui et qui fait quoi dans cette organisation ? Est-ce une organisation fiable au vu de ses méthodes d'investigation, de sa structure organisationnelle et des ressources à sa disposition ? Sans nous exprimer sur l'engagement de Rufyiri et son intégrité, nous pouvons émettre des réserves sur ses capacités à diriger une telle organisation et à structurer sa démarche pour des résultats palpables. La seule qualité de Rufyiri semble être de toutes évidences une aptitude à communiquer et à faire du sensationnel, parfois sans aucune crédibilité dans le fond mais avec un emportement qui convainc beaucoup, souvent à tort. À la lecture des faits à notre disposition, Rufyiri a un visage caché. Il s'agit de savoir s'il est une

marionnette consentante de certains intérêts ou si l'on abuse de sa « candeur » pour l'induire en erreur. Nous allons nous attacher à vous apporter plus d'éclaircissements sur nos hypothèses à propos de « **qui tire les ficelles derrière Rufyri ?** ».

3. On ne peut non plus s'empêcher de se poser des questions sur une constante dans les accusations de l'OLUCOME et Rufyri en particulier, en matière de malversations économiques : **INTERPETROL ou plutôt Tarouk Bashir**. Rares sont les communiqués, rapports, lettres au Président de la République, qui ne mentionnent le nom d'Interpetrol ou de Tarouk Bashir et cela, depuis plusieurs années. C'est comme si l'OLUCOME avait fait **d'Interpetrol et de Tarouk Bashir son fonds de commerce**. Pourquoi cette obsession de Rufyri sur Tarouk Bashir ? Nous vous promettons aussi, dans un article ultérieur, toute la vérité sur les affaires récentes révélées par l'OLUCOME à propos de Bashir et les « véritables » raisons de cette obsession.

Dans une démocratie ou dans toute société moderne, la moralisation de la vie politique et sociale passe par l'existence d'une société civile active, engagée et crédible. Le terrain de la lutte contre la corruption ne doit pas être la « **chasse gardée** » d'une seule organisation au risque de fragiliser cette cause. De plus, l'OLUCOME n'est pas à l'abri d'un examen sérieux quant à ses méthodes de fonctionnement. Dans l'intérêt de la lutte contre la corruption, bien sûr.

Même au sein de la société civile, les institutions doivent faire preuve de responsabilité, d'engagement et démontrer une capacité technique réelle à intervenir dans les domaines qui les concernent. Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est l'efficacité de la lutte contre la corruption par des prises de position cohérentes, des méthodes d'enquête à toute épreuve et des dossiers juridiques documentées. Nous devons en finir avec ces positions « enflammées » mais sans effet, puisque non documentés, auxquelles nous a habitué l'OLUCOME.

Amusons-nous avec une lecture analytique de la lettre de Maitre NIYOYANKANA au Procureur de la République
(voir la lettre sur le lien http://the-leadershipinstitute.com/lettre_niyoyankanaolucome)

LES FAITS

- **Destinataires** : La lettre est adressée au procureur général de la république (pourquoi), avec copie pour information aux plus hautes autorités de la nation, aux représentants diplomatiques et organisations non gouvernementales. Le contenu adressé aux telles personnalités devrait faire honte à son auteur et faire rire plus d'un. Tenez !!!
- **Les Dates** : la lettre de plainte contre x date du 04 octobre 2010 pour des menaces qui auront lieu plus tard (à savoir le 23 et 24 octobre, le 1^{er} et le 2 novembre). Allez y comprendre quelque chose.
- **Les Menaces** : Voyons de près quels genres de menaces ?
 - * le 1^{er} et le 2 novembre 2010 : la lettre parle des coups d'appels téléphoniques auxquels les destinataires (Madame Yvette Munyaneza et Mr Irambona Claver) n'auraient pas répondu. Mais plutôt de leur initiative, ils les auraient cherché avant de s'entendre répondre par des insultes. Des mots comme « Nzokwereką » adressés à madame Yvette peuvent être considérés comme des menaces contre elle (non contre l'Olucome). De même, « Nzokurasa... » peut être une menace à l'encontre de Irambona Claver. Nulle part les menaces verbales ne parlent des activités de l'Olucome.
 - * les 23 et 24 octobre 2010 : Madame Yvette (toujours elle) entend des propos d'une personne disant que ceux qui insultent le chef de l'Etat comme son mari verront « bazobereka ». Des propos qui ne sont pas adressés à sa personne, son mari n'étant signalé que comme un exemple de ceux qui insultent le Président. Par ailleurs, nulle part dans les déclarations de l'Olucome, on n'a jamais entendu parler d'insultes contre le Chef de l'Etat. Au contraire, il adresse toutes les réclamations au Chef de l'Etat.
 - * le plus amusant, c'est l'histoire du 24 octobre 2010 : on évoque « le même individu », donc connu pour avoir tenu des propos dans le bus en présence de Madame Yvette, s'introduit dans les bureaux de l'Olucome, et, devant un auditoire qui l'écoute attentivement, il tient un discours où il mélange le régionalisme, l'origine de la même Yvette et l'assassinat d'Ernest Manirumva, et enfin leur demande de transmettre son message au Président d'Olucome avant de s'en aller tranquillement. Tout sauf une menace.
- **L'identité du menaçant** : Cette personne est connue du plaignant puisque la lettre parle du « même individu » (celui qui aurait tenu des propos de mise en garde dans le bus serait le même qui a tenu un discours dans les bureaux d'Olucome). Alors pourquoi la plainte contre x ???
- La conclusion : le plus hilarant de tout le contenu de la lettre est qu'elle conclut en affirmant que des gens veulent empêcher Olucome de continuer son combat. Mais, que vient faire Olucome dans cette affaire ?

NOS INTERROGATIONS

- Est-ce une menace verbale ciblée contre Mme Yvette ? On ne voit pas l'allusion aux activités de l'OLUCOME ? Si quelqu'un veut menacer, il va y aller tout droit et transmettre un message. Que retenir de ce message ? Pourquoi penser que s'attaquer à la femme de Rufyiri va arrêter l'OLUCOME comme si c'était une affaire « privée » ? Une organisation sérieuse ne va pas compter sur un seul homme. Que retenir franchement de ces mots comme « menace » aux activités de l'OLUCOME ?
- Pourquoi quelqu'un appelle, soi-disant pour proférer des menaces et se tait ? Pourquoi avertir cette personne que vous allez chercher à connaître son identité ? L'OLUCOME, si elle est vraiment menacée doit avoir communiqué à ses employés des réflexes pour leur protection. Ce n'est pas l'attitude de
- quelqu'un qui se sent réellement menacé et qui veut prendre des dispositions pour démasquer la personne qui profère des menaces. Par ailleurs, même le sms de réponse ne dit rien encore comme menace sur les activités de l'OLUCOME. Qui est Mr IRAMBONA dans la hiérarchie de l'OLUCOME pour que l'on puisse comprendre son aptitude à changer quoi que ce soit dans les activités de l'OLUCOME ?
- Encore une fois, incohérence dans les dates et légèreté de la menace. L'OLUCOME n'a jamais insulté le Chef de l'Etat, que l'on sache. Bien au contraire !
- L'histoire se passe le 24/10/2010, mais l'individu se présente le 23/10/2010 ???? ? Le **MEME** individu ??? Qui l'a déjà vu alors que les menaces antérieures sont anonymes ?
- **BIZARRE** : une envolée sur le régionalisme et l'hégémonie de Bururi qui n'a pas de place, selon toutes apparences, dans les activités de l'OLUCOME ou dans les actions du Président de l'OLUCOME. Pourquoi venir faire des allusions pareilles sur l'origine régionale de l'épouse de Rufyiri ? Est-ce elle qui représente BURURI pour en devenir bouc émissaire ? Il faut comprendre la menace contre les gens de Bururi dans un autre sens et plutôt se poser la question sur le **POURQUOI** et le **SENS** à donner à cette correspondance. Pourquoi parler de Bururi, franchement ? Un message à ne pas prendre à la légère et qui n'est pas sorti de la « bouche » de Gabriel RUFYIRI pour rien !! On vous laisse réfléchir là-dessus et vous invitons à lire notre analyse et nos révélations sur le cas Gabriel RUFYIRI !!!!!!!!
- « Eradiquer l'impunité », ce sera d'abord d'identifier et de punir les auteurs et commanditaires de l'assassinat d'Ernest Manirumva.

..... **A suivre**